

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 158, 5 mai 2015

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Cohésion sociale

• La Nation française, un héritage en partage.

Sénat ; G.Larcher, Président du Sénat. 4/2015. 66 p. @

Base initiale structurant cette réflexion : « Comment renforcer les moyens contribuant au sentiment d'appartenance à la République française ? ». L'auteur aborde dans son analyse, entre autres sujets, le rôle primordial de l'école et de l'éducation, les risques de l'éloignement territorial entre la France métropolitaine et la France « d'à-côté » ; la relation de l'Etat avec les cultes, mais aussi l'impérieuse urgence de restaurer les repères.

• Ségrégation : les instruments de mesure.

Michèle Tribalat ; Bernard Aubry. Futuribles, n° 406, mai 2015.

Les débats se multiplient en France sur l'existence de zones de relégation sociale et la sociologie des individus qui y vivent. Pour autant, il existe assez peu de chiffres valables sur lesquels s'appuyer pour argumenter dans un sens ou dans l'autre, notamment s'agissant de l'origine des populations concernées. Les indicateurs traditionnels ne sont pas forcément les plus pertinents pour observer l'évolution sociologique d'une population sur un territoire donné et son éventuelle ségrégation. S'appuyant sur une analyse récente menée aux États-Unis, les auteurs montrent la pertinence d'indicateurs dits de ségrégation de voisinage qui apprécient de manière beaucoup plus fine la ségrégation des populations (entre-soi socioprofessionnel, communautaire...) à des échelles géographiques elles-mêmes très précises.

• Qui veut vraiment de la mixité sociale ?

France Culture ; avril 2015. 39 mn. @

La diversité sociale, dans l'habitat notamment, est-elle forcément le gage d'une vie meilleure pour la société ? D'une diminution des inégalités ? Quant au consensus autour de cette question, ne masque-t-il pas un discours qui relèverait davantage de l'exclusion ? Que pensent les populations concernées par cette politique ? Intervenants : S. Beaudet, maire de Courcouronnes (91) ; C. Lelévrier, sociologue-urbaniste ; A. Collet, maître de conférences en sociologie à l'université de Strasbourg.

• Canal U : institutions publiques et relégation sociale.

Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS). Webtv de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. @

Dans cadre de la valorisation de son cycle de conférences-débats, l'EHESS propose des actes vidéos de la rencontre consacrée aux institutions publiques et à la relégation sociale. Avec S. Bonnet enseignant du secondaire, C. Hamidi, sociologue, D. Lapeyronnie, sociologue à l'université Paris IV, D. Leschi, préfet à l'égalité des chances pour la Seine-Saint-Denis, M. Lussault, géographe.

Climat

• Changement climatique : les enjeux nationaux et internationaux.

Cese. Séances plénières des 28 et 29 avril 2015. @

La France accueillera en fin d'année la Conférence internationale des parties de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Cop 21). Dans la perspective de ce

rendez-vous majeur, le Cese a souhaité dresser le bilan des efforts entrepris en France en matière de lutte contre le réchauffement climatique et poser les enjeux et perspectives des politiques climatiques au niveau national et international pour les années à venir. Deux avis ont été votés sur deux enjeux majeurs :

• Réussir la conférence climat Paris 2015.

B. Guirkingier ; C. Mesquida. Cet avis concentre ses recommandations autour des négociations climatiques visant à la conclusion d'un accord global.

Présentation de l'avis @ Synthèse @

• 20 ans de lutte contre le réchauffement climatique en France : bilan et perspectives des politiques publiques.

G. Virlovet. Cet avis met en lumière le travail de sensibilisation de la société civile française afin d'ancrer, au-delà de la Cop 21, la lutte contre le changement climatique dans la réalité de la société.

Présentation de l'avis @ Synthèse @

Les inégalités.

Un phénomène à plusieurs dimensions.

P. Raynaud ; A. Renaut ; F. Dubet et al.

Ce dossier analyse la nature, les causes et l'évolution des inégalités, en France, et s'interroge sur les moyens de les réduire. Il donne d'intéressantes mises en perspective sur la notion même d'égalité.

Cahiers français, n° 386, mai-juin 2015. pp. 2-79.

Collectivités territoriales

• Regard financier sur les départements. 33 ans depuis les premières lois de décentralisation.

ADF ; Banque postale. Mars 2015. 20 p. @

L'étude met en lumière la croissance ininterrompue des départements depuis 30 ans. Et ce, même au cours des dernières années, alors que se développaient des discours appelant à leur suppression. A titre d'exemple, la question du financement des allocations de solidarité a pu constituer une difficulté pour ces institutions sur la période récente.

Développement territorial

• Mieux organiser nos bassins d'emploi.

Nicolas Portier ; Olivier Crépin ; Edmée Rinuy et al. Intercommunalités, n° 198, mars 2015. pp. 8-15.

En renforçant leurs compétences économiques, le projet de loi NOTRe consacre le rôle stratégique des communautés pour organiser la cohérence des interventions au cœur des territoires. Des bassins d'emploi mieux organisés, un dialogue entreprises-collectivités renforcé, une coordination accrue des dispositifs d'animation, tels sont les objectifs que poursuit l'AdcF.

Education

• Pourquoi considérer le décrochage scolaire comme un problème ?

Pierre-Yves Bernard. La vie des idées. Avril 2015. 9 p. @

Le décrochage scolaire est une notion d'autant plus utilisée qu'il est parfois difficile de lui donner un contenu. Le sociologue Pierre-Yves Bernard rappelle le contexte et les origines de cette notion et comment les pouvoirs politiques ont souhaité traiter cette question.

Environnement - Dév. durable

• Enjeux environnementaux, protection sociale et inégalités sociales.

Revue française des affaires sociales, n° 1-2, 2015. pp. 7-228.

Parmi les thèmes abordés dans ce numéro : libéralisme et théories de la justice sociale et écologique, les concepts de « justice

environnementale » et de « justice globale », les inégalités sociales d'environnement vues par l'économie, les obstacles au développement d'une *social-écologie*, les inégalités intra et intergénérationnelles à l'aune des préoccupations environnementales.

• **Recueil cartographique des initiatives d'économie circulaire en Île-de-France.**

Orée ; Conseil régional d'Île-de-France ; Ademe ; IAU ; Etd. Avril 2015. 52 p. @

Ce rapport présente près de 90 initiatives emblématiques d'Île-de-France sur les 7 champs que couvre l'économie circulaire (approvisionnement durable, éco-conception, écologie industrielle et territoriale, économie de la fonctionnalité, consommation responsable, réemploi/réutilisation/réparation et recyclage). Il répond également aux 3 objectifs suivants : identifier les actions opérationnelles sur le territoire ; disposer des informations sur les porteurs de projet ; montrer par l'exemple.

Etat

• **L'innovation au pouvoir. Pour une action publique réinventée au service des territoires.**

Akim Oukil - SGMAP. Avril 2015. 110 p. et annexes. @

Missionné par Marylise Lebranchu, Ministre de la décentralisation et de la fonction publique, Akim Oural, maire-adjoint de Lille a remis ce rapport, le vendredi 24 avril dernier. L'objectif était de recenser des innovations publiques conduites au cœur des territoires par les collectivités, afin de faire des propositions pour améliorer l'environnement dans lequel ces acteurs peuvent développer et pérenniser des projets innovants.

• **Colloque sur les transformations du service public.**

France Stratégie. Avril 2015.

France Stratégie organisait le 13 avril dernier un colloque sur les transformations du service public, en lien avec le rapport remis au secrétaire d'État à la Réforme de l'État, Thierry Mandon, sur "l'action publique de demain". Acteurs publics TV propose l'intégralité des deux tables rondes organisée pour l'occasion, et le discours de clôture du secrétaire d'État.

>> Table ronde : Quels services publics dans 10 ans ? Besoins, priorités, contraintes. @

>> Table ronde : Quelles transformations de l'action publique ? Gouvernance, méthodes, redevabilité. @

>> Discours de clôture de Thierry Mandon : "Ouvrir une nouvelle page de la réforme de l'État" @

Evaluation

• **Préconisations relatives à l'évaluation environnementale stratégique.**

CGDD. Mai 2015. 68 p. (« Références ») @

La présente note méthodologique vise à donner aux maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre de plans/schémas/programmes entrant dans le champ d'application de l'évaluation environnementale stratégique, une vision complète de la démarche à conduire ainsi que des conseils et recommandations opérationnels pour réussir cet exercice et notamment sa formalisation au sein du rapport environnemental.

Innovation - Recherche

• **Évaluation de la politique des grappes d'entreprises.**

CGET ; Cabinets Erdyn et Technopolis. Avril 2015. 200 p. @

Initiée en 2009, la politique des grappes d'entreprises s'inscrit dans la continuité et en complémentarité des autres politiques en faveur des clusters : systèmes productifs locaux, pôles de compétitivité et plus récemment pôles territoriaux de coopération économique (PTCE). Les cabinets Erdyn et Technopolis ont été mandatés pour conduire, en 2014-2015, son évaluation dans une double finalité. Dans un premier temps, caractériser les grappes d'entreprises et

qualifier leurs retombées économiques et territoriales. Dans un second temps, évaluer la politique nationale en faveur des grappes en termes de cohérence, de pertinence et d'efficacité.

• **Le financement de la R&T par les collectivités territoriales en 2013.**

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Note Flash Enseignement supérieur & recherche, n° 02, avril 2015. 2 p. @

En 2013, les collectivités territoriales ont consacré 1,34 milliard d'euros à la recherche et au transfert de technologie (R&T), soit une hausse de 10% en volume par rapport à 2012.

Logement

• **Le parc de bureaux parisien et son potentiel de transformation.**

APUR. Avril 2015. 16 p. @

Ce travail débouche sur une nouvelle estimation de la superficie totale des bureaux à Paris. Il permet de cartographier les bureaux parisiens de plus de 1 000 m² en fonction de leur époque de construction et de leur mode de propriété. Dans certaines limites, il permet de localiser les bureaux obsolètes qui représentent un gisement pour des opérations de transformation à venir.

• **Les conditions de logement en Île-de-France en 2013.**

IAU ; Insee ; Apur. Note rapide, n° 681, avril 2015. 4 p. @

L'Insee publie les premiers résultats de son enquête nationale logement 2013. Elle présente un état des lieux du parc de logements francilien et sa spécificité au vu des évolutions à l'œuvre dans le reste du territoire français.

Métropoles – Grand Paris

• **Dossier : Métropoles.**

Administration, n° 245, mars-avril 2015. pp. 6-112.

Au sommaire : le statut de métropole précisé / Pourquoi des métropoles puissantes ? / Quels moyens pour servir les ambitions territoriales ? / Les grandes métropoles mondiales.

L

• **Le « Grand Paris » : comment réinventer une métropole ?**

Frédéric Gilli. Cahiers français, n° 386, mai-juin 2015. pp. 90-93.

Lancé par le gouvernement Fillon en 2007, le projet de Grand Paris vise à réorganiser la région parisienne et à moderniser l'agglomération afin de renforcer son statut de grande métropole mondiale. L'auteur fait le point sur les avancées du projet et ses réaménagements successifs.

• **Dossier : Grand Paris.**

Les Cahiers d'Administration, supplément au n° 245, mars-avril 2015. 143 p.

Au sommaire : un réseau de transport tourné vers le quotidien / Logement, urbanisme et attractivité économique / Le Grand Paris de 2030 / Un projet partagé : une approche renouvelée des enjeux institutionnels.

Observation – Analyse de l'espace

• **Les zonages d'étude de l'Insee : Une histoire des zonages supracommunaux définis à des fins statistiques.**

Insee Méthodes, n° 129, mars 2015. @

Pour chaque zonage (Unités urbaines / Zonage en aires urbaines / Espaces à faible et forte densité / Zones d'emploi / Bassins de vie) : définition, historique, méthode de construction, codification et

quelques chiffres... Par ailleurs, une présentation de l'outil de construction des zonages, ANABEL, est proposée.

Prospective

• Les métiers en 2022. Rapport du groupe Prospective des métiers et qualifications.

France Stratégie ; Darès ; Jean-François Colin ; Sandrine Aboubadra ; Cécile Jolly et al. Avril 2015. 416 p. @

Cet exercice de prospective des métiers est décliné selon trois scénarios macroéconomiques pour les prochaines années : un scénario central correspondant à une sortie de crise progressive, un scénario « de crise » envisageant une dégradation tendancielle de la compétitivité, et un scénario de rebond de l'économie française. Au-delà de l'analyse des effets différenciés de ces trois scénarios, les travaux ont permis d'identifier plusieurs tendances structurelles qui gouvernent les évolutions en cours et à venir : tertiarisation et féminisation de l'emploi, polarisation de l'emploi vers les deux extrémités de l'échelle des qualifications, au détriment des métiers intermédiaires.

Urbain

• Les smart cities à la portée de tous ?

Céline Colucci ; Cédric Verpeaux ; Philippe Lagrange et al. Intercommunalités, n° 198, mars 2015. pp. 4-7.

Rendre les villes « smart » : cet anglicisme désigne le développement de solutions numériques afin d'améliorer les services publics proposés aux citoyens sur les territoires. Ces stratégies sont-elles réservées aux villes et aires urbaines ? Elus et opérateurs interrogés dans cet article répondent par la négative : tout type de territoire doit être en mesure d'accéder aux solutions « smart ».

• La ville restera-t-elle gratuite ?

Isabelle Baraud-Serfaty. Futuribles, mai-juin 2015, n° 406. pp. 5-20.

L'accès aux équipements et services qui structurent la ville peuvent être gratuits ou, en tout cas, facturé bien en deçà de son coût réel, comme le rappelle l'auteure en introduction. Néanmoins, cette gratuité dont bénéficient les usagers de la ville résulte d'un modèle économique dans lequel le financement repose principalement sur l'impôt, un modèle aujourd'hui menacé notamment par la crise des finances publiques... Pour autant, les technologies de l'information et la révolution numérique montrent que, désormais, de nouveaux modèles économiques émergent et pourraient renouveler le concept de gratuité.

Union européenne

• L'Europe au plus près des territoires. 2014-2020 : les politiques, les outils.

Agence d'urbanisme de Caen (AUCAME). 2015. 188 p. @

Ce présent guide propose une boîte à outils pour l'élu local. La première partie du document rappelle les grands principes et l'évolution des politiques européennes. La seconde partie présente 40 fiches-outils.

• Taux de chômage dans les régions de l'UE en 2014.

Eurostat ; avril 2015. 10 p. @

Un peu plus de la moitié des régions, identifiées dans l'actuelle nomenclature des unités territoriales NUTS2, de l'Union européenne (UE) ont enregistré, en 2014, un recul de leur taux de chômage régional d'au moins 0,5 point de pourcentage par rapport à 2013. Les taux de chômage régionaux sont toujours marqués en 2014 par de très fortes disparités entre les régions de l'UE.

• Avis du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) sur le rapport 2015 du Programme national de réforme (PNR).

CNLE ; avril 2015. 6 p. @

Le rapport de suivi 2015 du programme national de réforme (PNR) est remis annuellement par la France à la Commission européenne. Le Secrétariat général des affaires européennes (SGAE) associe à cette occasion le CNLE à la consultation nationale qu'il mène sur ce rapport. Dans cet avis, le CNLE réagit aux recommandations adressées par la Commission européenne à la France et formule ses analyses et recommandations au gouvernement français en lui demandant de réduire les déséquilibres constatés dans le PNR.

Le carré législatif et réglementaire

- Décret n° 2015-499 du 30 avril 2015 relatif au Haut Comité du système de transport ferroviaire.
- Décret n° 2015-502 du 30 avril 2015 relatif aux dotations de l'Etat aux collectivités territoriales et à la péréquation des ressources fiscales.
- Arrêté du 9 avril 2015 portant classement de communes ou parties de communes en zones défavorisées.
- Arrêté du 22 avril 2015 portant création d'un service à compétence nationale dénommé « guichet entreprises ».
- Circulaire n° 5783-SG du 27 avril 2015 relative à la constitution d'une conférence régionale sur l'investissement public.
- Instruction INTB1510231N du 23 avril 2015 relative à la dotation globale d'équipement (DGE) des départements pour l'exercice 2015 et au bilan de l'exercice 2014.
- Note d'information INTB1509675N du 23 avril 2015 relative à la dotation globale de fonctionnement (DGF) des départements de métropole pour l'exercice 2015 [dont dotation de péréquation urbaine et dotation de fonctionnement minimale]

Outils

• Evaluation des politiques publiques. @

Le secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP) propose, sur son site Internet, un espace entièrement consacré à l'évaluation des politiques publiques. Une démarche fondée sur le principe de transparence et qui regroupe l'ensemble des informations et documents disponibles sur chaque évaluation lancée dans le cadre de la modernisation de l'action publique.

• 1000 paysages en actions. @

Cette plateforme internet lancée par le ministre de l'Ecologie est à destination des collectivités, associations, professionnels du paysage, entreprises, et établissements scolaires pour recenser et valoriser toutes les initiatives en faveur des paysages.

• Plateforme du Comité stratégique transfrontalier sur l'observation. @

Cette plate-forme hébergée sur le site de la Mission opérationnelle transfrontalière (MOT) informe des actions du Comité stratégique transfrontalier (CST) et du Groupe de travail technique (GTT) et recense les productions statistiques, aux niveaux national et local sur deux thèmes majeurs : les flux des travailleurs transfrontaliers et l'observation transfrontalière.

• Carte des intercommunalités en Ile-de-France au 1er janvier 2015.

Atelier Parisien d'Urbanisme. Avril 2015. @
L'Apur a actualisé la carte des intercommunalités au 1er janvier 2015 en ajoutant la carte du projet de Schéma régional de coopération intercommunale d'Ile-de-France (SRCI). Élaboré par l'Apur depuis 2002 en lien avec la Ville de Paris et l'Association des maires d'Ile-de-France (Amif), cette carte est détaillée jusqu'à l'échelon communal.

• Revue « Sciences et actions sociales ». @

Éditée par l'Association des organismes de la formation et de l'intervention sociale, *Sciences et actions sociales* (SAS) est une nouvelle revue scientifique élaborée sous la direction de Manuel Boucher, sociologue. Destinée notamment à celles et ceux qui portent un intérêt particulier aux formes de régulation et de contrôle social, la revue propose un accès direct aux articles en texte intégral. Les deux premiers numéros sont consacrés à l'*empowerment* et à la participation citoyenne.